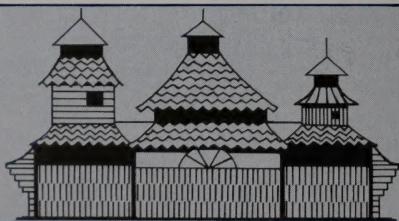


EX
LIB
RIS



PAUL R. MAGOCSI



REVUE

DE L'EUROPE

ORIENTALE

POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE MENSUELLE

SOMMAIRE

Avant-propos	pag. 8
J. PRODAN : Le bilan	" 5
L. BALOGH-BEÉRY : La Hongrie et la guerre	" 20
Z. SVIEJENY : La Tchéquie, la Slovaquie et la Tchécoslovaquie	" 34
M. GOIDITCH : Le territoire autonome ruthène	" 42
A. BEREGBY : Fiume, « la perle de la Sainte Couronne »	" 57
CIVILIST : Les hommes aux bouquins - Ludendorff	" 64
Conrad.....	" 72
Ephémérides	" 79

L. BALOGH-BEÉRY

DIRECTEUR

Pris: 2 Fcs. — Abonnement 6 mois: 10 Fcs.

ROME — Via Sicilia, 24 — ROME

Le territoire autonome ruthène

Lorsque, le 31 Octobre 1918, la révolution hongroise a éclaté, le premier soin du gouvernement révolutionnaire fût le règlement de la question des nationalités non-hongroises. Ce gouvernement était composé des hommes de l'ancien parti « d'indépendance » et des socialistes. Ces derniers, bolchévistes au fond, ne trouvaient pas que le moment soit venu pour démasquer leurs batteries et préférèrent travailler à la « désorganisation » sous le manteau des partis bourgeois, laissant à ceux-ci l'odieux de tout ce que l'opinion publique allait trouver, par la suite, de condamnable à cette opération.

Car la révolution n'était, à ce moment comme plus tard, rien moins que sociale. Au contraire: en face de l'effondrement de la monarchie, en face de la fin de cette fameuse sanction pragmatique, elle ne visait qu'à en tirer les conséquences très naturelles, c'est-à-dire se débarrasser de la maison des Habsbourg et assurer l'indépendance enfin acquise de la Hongrie. Tout cela n'avait rien de social, d'international, mais était bel et bien national au suprême degré.

Or, les deux dangers qui menaçaient de temps immémorial la Hongrie, le danger russe et celui de la germanisation étaient, probablement pour longtemps, écartés. Les causes, qui ont poussé les Hongrois aux

essais de magyarisation de leurs nationalités ainsi disparues, il n'y avait plus aucun motif pour s'y entêter. Car ces essais s'expliquèrent, en effet, par le double danger indiqué; par celui de la germanisation surtout, au service duquel ces nationalités, oubliant qu'elles en sont menacées tout autant, se sont si souvent mis. Tout le jeu des Habsbourg n'était basé que sur cette cécité des nationalités — et ils ont pu continuer ce jeu durant cinq siècles.

Par suite de l'appel du gouvernement, des conseils nationaux furent formés au sein des nationalités et le gouvernement entama des pourparlers avec leurs commissions. De la part des Ruthènes, ce fut la Národná Ráda d'Ungvár, reconnue par tous les conseils locaux — excepté celui d'Eperies, sous la présidence de M. Antione Beszkide, — qui a conduit les pourparlers. Celui d'Eperies, prêtant foi aux promesses tchèques, s'abstint. Sur les six-cent et quelques mille Ruthènes vivant en masse compacte, c'étaient 500,000 environ que la Ráda d'Ungvár était autorisée à représenter. Cette masse occupe le versant Sud-Ouest des Carpathes en Hongrie, à partir des sources de la Tisza (Theiss) à la vallée du Poprád. Elle y tient un territoire s'étendant sans interruption sur huit comtés et qui, vers le Nord-Ouest, va se rétrécissant. A l'Est, où elle est limitrophe aux Roumains, puis aux Hongrois, elle forme la majorité de quatre comtés: Máramaros, Ugocsa, Bereg et Ung. Plus au Nord-Ouest, dans les comtés de Zemplén, Sáros, Abauj et Szepes, voisinant avec les Slovaques, elle forme une minorité difficile à limiter exactement, par suite de l'affinité des dialectes. Mais au Nord de ces comtés mêmes, elle forme une colonie indiscutablement ruthène.

Ce peuple est, quant à ses origines, identique aux Ukranes de la Russie et de la Gallicie et, s'il ne s'est trouvé là — comme l'affirment d'aucuns — lors de l'immigration des Hongrois, il est venu, en partie au moins, certainement avec eux. D'autres immigrations sont venues, au cours des siècles, grossir ce noyau. Son caractère national cependant est devenu différent pour beaucoup de celui de ses frères d'outre monts qui ont suivi une autre ligne de développement et approcha celui des Hongrois. Le nombre des familles hongroises qui ont été assimilées par les Ruthènes, est grand; elles y apportèrent quelques-uns de leurs traits nationaux. Le résultat en fût une unité démographique s'élevant au rang d'individualité nationale, ne rassemblant plus à aucune autre.

Ce sont ces éléments dont se constitue le « territoire ruthène » des traités de paix. « Autonome » il le fut par suite de ces pourparlers précisément, dont le résultat fut accepté par une assemblée nationale, à laquelle, pour le 10 Décembre 1918, furent convoqués les représentants de tous les conseils — Rada — locaux des territoires non encore occupés. Comme, au commencement de Décembre, il fut connu qu'un parti visant à l'union aux « Ukranes » d'outre monts s'était constitué, les partisans de l'union économique hongroise, quelques jours avant l'assemblée, en formèrent un autre, celui des « Ruthènes ». Cependant le parti ukraine s'est trouvé trop faible et son chef, M. I. Brachtchaiko, s'est, à la fin de la séance, rallié aux vues de la majorité écrasante.

De la part hongroise, le pacte fut inarticulé comme loi X. de 1918, assurant aux Ruthènes une liberté politique à peine limitée. En son exécution,

M. Orestes Sabov était nommé ministre de la « Rousska Kraina » et les élections pour le « Conseil Gouverneur » destiné à remplacer la Rada eurent lieu les premiers jours de Mars 1919. Le 12 du même mois, ce Conseil commença ses travaux à Mounkatche et, après avoir entendu le rapport du ministre, le 13 Mars il s'ajourna au 26, chargeant le ministre de définir avant cette date la délimitation du territoire avec le gouvernement hongrois.

Cependant, les chefs du parti socialiste ont employé à Budapest tous les moyens de l'État, y compris celui du trésor, pour une propagande bolchéviste, tenant les membres bourgeois du gouvernement sous la menace constante de leurs bandes soudoyées. Lorsque, le 20 Mars, le colonel Vyx remit la note connue exigeant une nouvelle ligne de démarcations, ce dont le gouvernement Berinkey ne voulut pas assumer la responsabilité, les pseudo-socialistes crurent le moment venu de jeter le masque. La « désorganisation » avait fait entretemps de si beaux progrès qu'à ce moment il n'y avait dans le pays vraiment pas une autre force organisée que celle des « enfants de Lénine » à la solde du chef trop visible qu'était Béla Kun — né Barouch Cahen — et de l'invisible, mais effectif, Sigismond Kunfi, né également Cahen. Leurs partisans — Paul Kéri-Kramer, main gauche journalistique de Károlyi et Henry Simonyi-Schwarz, son secrétaire, n'eurent pas grand'peine à persuader leur maître, aussi vaniteux que borné, que le seul moyen de sauver la patrie était de remettre le pouvoir entre les mains des socialistes. Au même moment, Kunfi s'entendait avec Kun pour le coup d'état et, pendant que Károlyi signait le manifeste connu, les ouvriers surpris, trahis

par leurs chefs, menacés par les Lénine, acceptèrent l'union avec les bolchevistes.

Dès lors, il ne pouvait être question de nationalités, de frontières, de pactes; tout dût se taire, jusqu'à ce que le bolchévisme se soit effondré. Mais, à ce moment, le territoire ruthène était occupé, le Conseil Gouverneur dans l'impossibilité de se réunir et le seul organe qui pouvait encore élever sa voix, était ce parti ruthène. Il entra immédiatement en action, adressant un mémoire aux représentants des Puissances, basé sur la décision de l'Assemblée et du Conseil Gouverneur.

Mais entretemps — comment? pourquoi? c'est inexplicable — le territoire ruthène fut adjugé à la Tchéco-Slovaquie. Du moins, c'est que paraissent prouver les articles relatifs des traités de paix avec l'Allemagne et l'Autriche, obligeant ces Etats à reconnaître l'indépendance de la Tchéco-Slovaquie, « qui comprendra le territoire autonome des Ruthènes au Sud des Carpathes ».

Le mémoire, attribuant aux Puissances l'intention d'avoir voulu limiter le champ du bolchevisme hongrois en soustrayant à la Hongrie le territoire ruthène, exprimait l'espoir que cette décision ne serait pas définitive et, par un examen approfondi de la position géographique du pays, démontrait la possibilité pour les Ruthènes de choisir parmi cinq états celui auquel il leur conviendrait de s'unir. Les Ruthènes voisinent en effet au Nord-Est avec les Polonais et surtout avec les Ukrans, à l'Ouest, avec les Slovaques, — avec des races slaves, comme eux-mêmes. Au Sud-Est, leurs voisins sont les Roumains, au Sud-Ouest les Hongrois, deux races d'origine absolument différente de la leur.

Séparés des Roumains par la langue et par les montagnes du Nord de la Transylvanie; des Ukrans par les Carpathes et la différence du caractère, résultat des influences différentes que les deux branches ont subies au cours des siècles; par les Carpathes, par la langue, les mœurs, la religion, par tout enfin des Polonais, il ne leur reste que deux solutions raisonnables: l'union avec les Slovaques ou celle avec les Hongrois, sans préjudice naturellement de cette autonomie dont nous avons parlé.

« Entre Ruthènes et Slovaques, — dit à ce sujet le mémoire, — la différence tant de la langue, que de la structure anthropologique, qu'enfin du caractère de race est décisif et bien apparent, si on prend les contrées éloignées; mais excessivement insignifiant si l'on ne considère que les territoires limitrophes. Cependant, cela ne plaide que l'union avec les Slovaques tout au plus, mais nullement celle avec les Tchèques. D'autant moins que, à l'Ouest de la ligne des comtés de Szepes, Gömör et Borsod, tout un enchêvêtrement de montagnes sépare les deux peuples de ses conationaux vivant plus à l'Ouest et des Tchèques. Elles y mettent un obstacle plus infranchissable que, entre Ruthènes et Ukrans, les Carpathes. Si l'affinité des Tchèques et des Slovaques, très contestable en elle-même, va pouvoir servir ou non comme base assez solide à leur union, c'est bien discutable. Quant aux Slovaques résidant à l'Est de cette ligne, nous sommes fermement convaincus qu'il n'y a pas force au monde pouvant rendre cette union durable. Quant aux Ruthènes enfin, nous trouvons qu'il n'y a pas lieu de s'en occuper davantage, en appuyant sur le fait que la na-

tion Ruthène elle-même ne veut rien entendre d'une réunion à l'Etat Tchèque ».

Mais, comme de l'union avec les Slovaques ne résulterait pas un État viable, — « reste donc comme seule solution permise par la situation géographique la continuation du rattachement politique avec les Hongrois, avec lesquels nous vécûmes ensemble dix siècles durant, gardant, en dépit de toutes les révolutions de la civilisation, la notre — rudimentaire, mais notre; pauvre, mais personnelle. Aux Tchèques, dix ans suffiraient pour l'effacer de la terre.

« Depuis mille ans, toutes nos relations nous ont attachés aux Hongrois. Cela nous a rapprochés malgré toutes les divergences de race, de langue et de caractère. Les forces économiques et morales sont régies par la même loi que celles physiques et cherchent à se faire valoir dans la direction de la moindre résistance. Et cette résistance était la moindre dans la direction des Hongrois, desquels non seulement nous n'étions pas séparés, mais vers lesquels nous ont poussé les cours de tous nos fleuves, de toutes nos montagnes. Les lignes de communication les suivirent; non accidentellement ou par caprice, mais en obéissant à la plus grande puissance terrestre: à la Nature. Les vallées de la Tisza, du Tarac, Talabor, Nagyág, Latorca, Ung et Ondova montrèrent la direction, où peut trouver les contrées fertiles les plus rapprochées l'habitant du pays le plus aride du royaume: le Ruthène, où pourra-t-il échanger les produits de ses montagnes contre le blé doré. Et les routes ont dû suivre les fleuves, de gré ou de force: c'est en suivant les vallées de l'Ondová, Ung, Latorca, Nagyág et de la Tisza qu'elles rencontrèrent

le moins d'obstacles à surmonter, c'est donc là qu'elles ont dû être construites. Et lorsque plus tard l'ère du chemin de fer est venue, ce sont toujours les mêmes vallées que les ingénieurs choisirent. Aujourd'hui, ce sont les routes naturelles du trafic; dans une autre configuration politique, elles resteraient tout-à-fait isolées, — si tant est que le commerce pourrait dévier vers d'autres canaux ».

« Mais il ne saurait le faire, quand bien même l'entêtement politique réaliserait et entretiendrait, au prix d'énormes sacrifices, des lignes de communication dans une autre direction. Si nous ne tenons compte que des distances, notre peuple aurait trouvé des marchés et des lieux de pèlerinage et satisfaire ses besoins moraux et matériels plus près au delà des monts. Pourtant, il a préféré la perte des journées entières et affluer vers les messes des villes de l'Alföld hongrois et les pardons de Mária-Pócs que vers ceux d'outre-monts. Nos étudiants auraient pu fréquenter au même titre les universités de Lemberg, de Varsovie, de Kiev ou de Pétrograde que celles de Budapest ou de Kolozsvár: ils recherchèrent pourtant celles-ci. Nos ouvriers auraient sans doute trouvé plus près les mines et les usines de Bohême que celles de Pittsburg: pourtant ils traversèrent l'Océan plutôt ou sont allés à la moisson jusqu'au delà du Danube ».

« Cela ne s'explique plus par des raisons du sentiment. Et cette situation — qui ira en s'accroissant après la guerre — tient moins de la civilisation et de la politique que de l'économie nationale surtout ».

« D'après la statistique, le total du commerce extérieur de la Hongrie était en 1910 de 3.6 milliards de couronnes, dont 2.5 tombaient sur l'Autriche: contre

1.2 milliards d'exportation, on a importé des marchandises pour 1.3 milliards ».

« Des 1.7-milliards de l'exportation hongroise totale, la moitié, 0.8 milliard, était le prix des céréales, du bétail, des denrées diverses et des matières premières vendues à l'Autriche, d'où on a acheté pour la même somme des tissus, des marchandises de cuir, de verrerie et de fer, dont les usines se trouvent principalement en Bohème ».

« Sur le territoire ruthène par contre, prédestiné par sa situation, par la force motrice cachée dans ses fleuves, par les produits de son sol et par la pauvreté de ses habitants à l'industrie, dans les quatre comtés à majorité ruthène, sur 633 mille habitants 17 mille s'occupaient d'industrie et il y avait en somme 45 entreprises industrielles occupant plus de vingt ouvriers. Tout cela sur un territoire de près de 3 millions d'hectares, sillonné à chaque pas par des fleuves à différences de niveau considérables, où la moyenne du revenu annuel de l'ouvrier ne dépasse pas 400 couronnes et d'où en 1914. émigraient 4500 hommes et 1200 femmes. Et il ne faut pas oublier que la saison des émigrations commence en Août environ, lorsque la moisson est finie et qu'en 1914, au mois d'Août, la Hongrie était en pleine guerre et l'émigration impossible ».

« Il en résulte que la Hongrie aurait tout intérêt à se créer une industrie sur son propre territoire ou à s'attacher des territoires qui en ont ou peuvent en avoir; la Bohème par contre celui de s'attacher des territoires d'agriculture, — puisque, eu égard à son sol et à son climat, elle ne peut pas songer à s'en créer une, — ou bien de forcer de pareils territoires, par d'autres moyens politiques, qu'ils pourvoyent sa clas-



se industrielle des denrées nécessaires au prix fixé, si possible, par elle ».

« Le cas du pays ruthène est semblable. Son sol permettant d'être cultivé est insignifiant; le rendement en est peu satisfaisant par suite de sa nature et du climat. La consommation en produits d'agriculture ne peut donc pas être couverte par les propres moyens et doit l'être au moyen de l'échange des produits: par exportation et importation ».

« N'ayant cependant pas d'industrie non plus, mais en possession de la plupart de ses conditions essentielles et des plus importantes, il devrait naturellement tâcher d'en avoir une. Et c'est le point, où les intérêts des territoires ruthène et hongrois et de l'État tchèque s'entrecroisent. Les intérêts hongrois et ruthène vont de pair, car le Ruthène allait chercher son blé de tout temps sur la plaine hongroise, en le payant en main d'œuvre de moissonneur ou en produits. Le Hongrois ne trouve, par contre, sur son propre territoire les conditions de l'industrie si bien réunies qu'elles le sont au pays ruthène. Il serait donc tout disposé à aider les Ruthènes dans leur intention concernant la création d'industries ».

« D'autre part, l'union avec les Tchèques représenterait pour les ruthènes la continuation de la situation d'avant la guerre. Comme l'industrie autrichienne n'en tolérerait pas une hongroise, l'industrie tchèque n'en tolérerait pas une ruthène et les Ruthènes seraient obligés à payer les produits dont ils ont besoin en main d'œuvre ou en produits, comme avant. La séparation politique rendant cependant moins aisé le placement de la main d'œuvre dans l'agriculture hongroise, force leur serait d'accepter le travail industriel — dans les éta-

blissements de Bohême. Celle-ci gagnerait donc sur toute la ligne: en matières premières pour son industrie, en main d'œuvre à bon marché, en concurrence supprimée et enfin en ce que la Hongrie, privée d'un très important territoire apte à l'industrie, serait forcée à lui fournir les denrées à tout prix. Même à celui de la vie et de la santé de ses propres sujets ».

« Tradition et sympathie à part, c'est donc uniquement dans l'intérêt matériel bien compris de notre peuple que nous nous déclarons pour l'union avec les Hongrois. Car, il est hors de doute que notre industrie, une fois débarrassée de l'oppression de l'autrichienne et des cartels pour la plupart également autrichiens, sera d'une vitalité à toute épreuve. Si les mines de fer et de cuivre, les usines de fer et de verrerie du pays ruthène ont pu être lucratives, dans une proportion si modeste que ce soit, et cela malgré cette concurrence, — il est évident que, sous la protection de la douane, grande créatrice d'industries, le résultat ne peut être qu'un développement dont il est impossible de préciser les contours aujourd'hui ».

« Pour certains produits, comme la houille, le pétrole, la terre kaoline, le gaz méthane, tout ce que nous savons, c'est qu'on en trouve sur notre territoire. Mais nous ne pouvons pas avoir des données dignes de confiance concernant leur quantité et leur qualité et si celles-ci permettent ou non une exploitation lucrative, que lorsqu'une exploration géologique méthodiquement conduite nous en fournira. Il est cependant évident que notre industrie forestière aura, du premier moment, une importance énorme ».

« La presque totalité du pays ruthène est couverte de forêts pour ainsi dire vierges. Elles ont une superficie

de 1.3 millions d'hectares, contiennent 560 millions de mètres cubes de bois environ. L'exportation totale en bois de la monarchie en 1910. valait 230 millions de couronnes, dont la Hongrie — sans la Croatie — participait pour 50 millions; l'Autriche en a acheté pour 30 autres millions. On ne sait pas et ne peut savoir non plus, combien de cette dernière quantité a été réexportée en état du fini. L'exportation directe s'est dirigée vers l'Italie surtout (14.1 millions Cour.), l'Allemagne (7 m. C.) et la France (5 m. C.) ».

Après examen détaillé des chances de l'industrie forestière, le mémoire arrive à ces conclusions :

« Abstraction faite donc des autres industries qui attendent d'être créées ou bien comptent peu au premier moment, faute des installations indispensables ou de main d'œuvre exercé, — il est évident, quelle est pour la Hongrie d'un côté l'importance de la possession du pays ruthène, pour celui-ci d'autre côté l'importance de la possibilité d'y rester. Ce sont des faits de telle évidence que nous sommes surs et certains qu'il n'y a pas de Ruthène sans idées préconçues qui pourrait ne pas les saisir ».

« Dans ces conditions nous considérons — conclue le mémoire, — que la solution juste de la question ruthène, conforme en même temps aux principes énoncés par M. le Président des Etats-Unis serait, que la Conférence considérât cette question comme un différend des nations Hongroise et Hongro-Ruthène, dont en sa qualité de dernière instance, elle n'aurait à s'occuper que si les représentants légaux des intéressés ne pourraient pas arriver à une solution satisfaisante et rassurante. En ce cas, un plébiscite à la base la plus

libérale possible, — sous l'occupation du pays ruthène par les forces d'une puissance absolument désintéressée et après que le peuple aura entendu les partisans de toutes les solutions, — aura à décider de l'union ».

« Nous sommes certains que le plébiscite confirmera la façon de voir que nous venons d'exposer ».

Ce qui s'est passé depuis le 4 Août 1919, ne fait que justifier les prévisions et les craintes exprimées. Quoique les chefs et la classe cultivée, craignant pour leur propre vie sous cet état de siège permanent qu'était la première des libertés importées par les Tchèques, font de leur mieux pour calmer le peuple ou se taisent résignés, le pays est dans un état d'effervescence continu. Les Tchèques, abusant de la faculté de pouvoir se faire entendre à l'étranger que leur rôle de nation associée leur assure, l'attribuent aux instigations du gouvernement hongrois. Il n'en est pourtant rien et il n'y en a point besoin non plus. Les façons hautaines des Tchèques se sentant en pays conquis, trop sûrs de le tenir définitivement; la révocation des employés ruthènes sous inculpation qu'ils sont des magyarisés, et cela dès qu'ils osent élever la voix contre les abus des occupants; l'introduction de la langue tchèque dans l'enseignement, suivie de la révocation d'un nombre effrayant d'instituteurs et leur remplacement par des Tchèques; la situation absurde du paysan *ruthène* qui doit s'adresser au fonctionnaire *hongrois*, resté de l'ancien régime et ayant appris sa langue, afin que celui traduise sa demande en *allemand* au fonctionnaire *tchèque*; les réquisitions successives dans ce pays si notoirement pauvre que l'ancien gouvernement se vit forcé d'y organiser une œuvre continuelle de secours et de relèvement; ce pain enfin, fait de sciure de bois et de farine

d'avoine dont un échantillon fut remis à la Conférence, c'est une source d'indignation plus forte que n'importe quelle propagande étrangère; et intarissable en même temps.

Tout est venu ainsi comme l'a prévu le mémoire. Les Slovaques de l'Est — et même ceux de l'Ouest, sur lesquels le mémoire n'a pas osé se prononcer, — sont hostiles aux Tchèques. Le regret que les Tchèques ont montré lorsqu'ils furent forcés de renoncer aux mines de charbon de Salgó-Tarján, prouvent qu'ils ne cherchaient pas la liberté des opprimés, mais bien les trésors du sol. L'appui à peine caché qu'ils donnent aux agitateurs du schisme prouve qu'ils se soucient peu du progrès des Ruthènes et qu'ils préfèrent les ramener à l'obscurantisme de l'orthodoxie russe, espérant obtenir ainsi un réservoir de main d'œuvre stupide, donc bon marché. Le fait qu'ils ont extorqué ce territoire à la Conférence induite en erreur par eux prouve, qu'ils tendent à isoler la Hongrie de tous côtés afin que, impuissante, privée de tous ses débouchés, elle soit forcée de leur vendre des vivres à un prix à leur convenance. La misère du pays qu'ils ne cherchent pas du tout à soulager, prouve qu'ils n'ont pas été conduits par les sentiments de fraternité slave, mais que, à leur avis, le plus tôt que cette populace crèvera, sera le mieux : on pourra à l'aise peupler de tchèques la terre restée déserte.

Aussi, la révolution y est à l'état aigu. Si la Conférence, au cours des discussions qui vont être engagées au sujet du traité hongrois, ne se ravise pas, c'est un fait sur lequel on peut compter avec une sûreté mortelle. Car les basses classes en sont arrivées au point qu'elles renonceraient même à l'autonomie et de ne

rien désirer plus ardemment que le retour l'ancien ordre des choses. Les classes plus élevées pensent par contre que la Hongrie, si elle peut récupérer le territoire ruthène, pourra s'allier aux Polonais devenus ainsi ses voisins. Délivrée ainsi à tout jamais du cauchemar russe; n'ayant plus besoin d'aucun appui, ni de celui de l'Allemagne, ni des Allemands; en bons termes — pour le moins — avec l'Italie, elle n'aura plus à craindre la germanisation et ne cherchera pas à magyariser ses nationalités. Ainsi, elles sont de l'avis que leur autonomie a plus de garanties du côté hongrois que du côté tchèque; et, ne les aurait-elle, les Polonais, ayant intérêt à avoir une frontière sûre et non soumise à des contestations s'en porteraient garants.

Toutes les classes enfin en sont arrivées au point du désespoir où elles croient n'avoir qu'à choisir une mort lente et douloureuse ou celle par la révolution.

MÉTHODE GOIDITCH
